

La stabilité de l'emploi, rapport du XI^e Congrès des relations industrielles de l'Université Laval. Un vol., 6 po. x 9, broché, 162 pages. — LES PRESSES UNIVERSITAIRES LAVAL, Québec, 1956

Jacques Parizeau

Volume 33, numéro 2, juillet–septembre 1957

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001249ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001249ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Parizeau, J. (1957). Compte rendu de [*La stabilité de l'emploi*, rapport du XI^e Congrès des relations industrielles de l'Université Laval. Un vol., 6 po. x 9, broché, 162 pages. — LES PRESSES UNIVERSITAIRES LAVAL, Québec, 1956]. *L'Actualité économique*, 33(2), 363–364. <https://doi.org/10.7202/1001249ar>

d'autre part une étude intelligente met en lumière les forces politiques qui animent le peuple et dirigent le gouvernement: c'est à la troisième partie intitulée: *The Public*, le chapitre sur les «groupes d'intérêt»; et, dans la quatrième partie, *The Party Process*, le dernier chapitre sur «les forces dirigeantes du gouvernement fédéral».

Malgré l'inégale importance des éléments composants l'ouvrage, leur intégration dans un tout logiquement ordonné fait que l'auteur a donné à son livre une unité certaine. Par contre, la méthode d'analyse révèle certaines faiblesses. La formation et les connaissances de l'auteur, aussi bien que l'ampleur du sujet, ne sont pas toujours compatibles avec la rigueur scientifique exigées par certaines enquêtes ou certaines présentations statistiques, ni avec la compétence particulière que supposent les comparaisons avec les systèmes gouvernementaux des autres pays.

On peut douter, par exemple, du bien fondé d'une étude d'opinion sur «les partis, tel que les voient les votants et les dirigeants» (p. 210); ou encore de l'exactitude de la carte mondiale de répartition des revenus, quand aucun tableau statistique ne vient soutenir l'illustration (p. 568). Enfin certaines affirmations catégoriques, telles que «les gouvernements de l'Europe de l'Ouest et de certains pays d'Amérique du Sud possèdent une plus grande part de l'économie nationale que le gouvernement fédéral américain», montrent une rigueur d'expression qui n'est pas en rapport avec l'affirmation sans fondement du texte. Cette faiblesse est accusée dans les comparaisons sans nuance et qui ne rendent que partiellement compte de la réalité, avec les partis politiques, la presse ou encore la relation du judiciaire et de l'exécutif (p. 405) dans les pays étrangers. Par exemple (p. 161) «En général, les journaux américains sont probablement mieux équilibrés et plus complets que ceux de n'importe quel grand pays au monde».

Il reste, par delà ces critiques, qu'Alfred de Grazia a fait œuvre utile: son volume constitue une sérieuse initiation aux institutions politiques américaines et à leur fonctionnement, aussi bien qu'une référence solide pour les intéressés à la science politique américaine. On se rapportera d'autant plus aisément à son ouvrage, qu'il est écrit avec concision, dans un style vivant, et présenté avec recherche aussi bien dans la disposition typographique que dans l'abondante illustration.

Marc Horguelin

La stabilité de l'emploi, rapport du XI^e Congrès des relations industrielles de l'Université Laval. Un vol., 6 po. × 9, broché, 162 pages. — LES PRESSES UNIVERSITAIRES LAVAL, Québec, 1956.

On trouvera dans cet ouvrage le texte des communications présentées au congrès de 1956. Elles sont de trois types: des études qui visent à donner aux délégués les éléments nécessaires à la compréhension des divers aspects du chômage; des études empiriques de la situation de l'emploi depuis la fin de la guerre; et, enfin, de brefs aperçus sur les réactions du secteur privé des entreprises devant les variations de l'embauche.

Le spécialiste jugera sans doute que l'ouvrage est composé de parties d'inégale valeur. Si une large place est consacrée à des notions très élémentaires, c'est que

l'auditoire, formé en majeure partie de non-initiés, ne peut entrer de plein pied dans l'étude technique. Mais alors, en dépit des étapes qu'on lui réserve, il risque de ne pas saisir grand chose à l'analyse.

C'est là la difficulté traditionnelle des congrès de ce genre. Celui à qui l'on doit rappeler que « lorsque le chômage saisonnier est provoqué par un ralentissement de l'activité industrielle ou commerciale causée par le climat, plus la saison défavorable est longue plus le chômage persiste », ne pourra pas, à moins d'illumination subite, voir pourquoi « dans plus de cinquante-sept pour cent des cas il y avait association... entre les variations des investissements et les variations annuelles de l'emploi corrigées de façon à éliminer les effets de la tendance séculaire ».

Néanmoins, quelques excellents textes jettent une lumière nouvelle sur le chômage au Canada et sont ainsi une contribution appréciable qui déborde le cadre du congrès.

On regrettera seulement que les communications des représentants des entreprises soient en somme très faibles. L'expérience acquise par les entreprises est d'une valeur inappréciable pour les économistes. Encore faut-il qu'elle soit formulée.

Notons enfin qu'il y aurait lieu d'apporter plus de soin à la traduction des termes techniques anglais. L'« industrie à expansion » fait sourire, et l'« industrie à main-d'œuvre intensive » est très différente d'une *labour intensive industry*, que le premier vocable doit traduire. Mais le « stabilisateur emmuré » (*built-in stabiliser*) est une perle littéraire de choix.

Jacques Parizeau

Finances comparées (États-Unis, France, Angleterre, U.R.S.S.), par H. LAUFENBURGER. Un vol., 5½ po. × 9, broché, 489 pages. — RECUEIL SIREY, 22, rue Soufflot, Paris, 1957.

L'auteur nous avertit que « cette troisième édition de *Finances comparées* ne ressemble plus en rien aux deux précédentes ». On pourrait même affirmer que les hypothèses de travail qui ont permis à M. Laufenburger d'aborder rationnellement l'étude des finances publiques comparées sont radicalement différentes de la seconde à la troisième édition de l'ouvrage. C'est un fait qui vaut la peine d'être souligné car il constitue un indice important de l'évolution actuelle des esprits dans le monde des économistes.

La « révolution keynésienne » avait en effet élargi le rôle de l'État libéral: on avait rejeté l'idéal de la neutralité pour investir la puissance publique de la fonction officielle de mécanisme de stabilisation conjoncturel. Le déséquilibre budgétaire perdait son caractère néfaste et même chez les plus conservateurs, les dérogations au principe de l'équilibre devenaient acceptables a priori et n'avaient plus à attendre de justifications des situations catastrophiques. Mais dans cette optique, les hypothèses de travail de l'analyste des finances publiques restaient largement « libérales » en ce sens du moins que les opérations financières de l'État continuaient de se situer à la marge de l'activité économique de la nation, et ceci malgré des situations de fait radicalement différentes. La seconde édition de *Finances comparées* (1951) relevait encore de cette conception: les techniques keynésiennes